

8 Mars 2024: YELEEN et l'Ambassade du Canada sensibilisent les femmes de Bollé et Tintimbougou

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 13 MARS 2024

1539

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Un château pour le Lycée Monseigneur de Montclos de Sikasso

Le Ministre Koné

"Yeah Samaké est un patriote."



Guerre Israël-Hamas :
Les tensions s'intensifient au début du Ramadan



CA de la BDM SA :
Plus de 2000 milliards réalisés

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

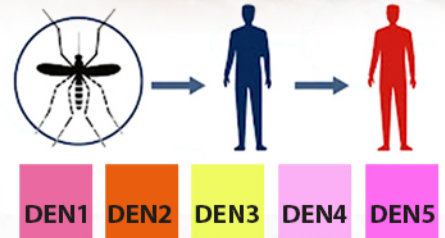


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



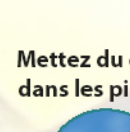
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.14 ako.com



P.21



P.24



/ Une /

Un château pour le Lycée Monseigneur de Montclos de Sikasso
Le Ministre Koné «Yeah Samaké est un patriote.»

P.4

/ Breves /

8 Mars 2024 : YELEEN et l'Ambassade du Canada sensibilisent les femmes de Bollé et Tintimbougou

P.13

Arcane Politique : L'AREMA face à une Nouvelle Cassure

P.14

Statut des Maliens établis à l'étranger : Toujours en attente de décret d'application

P.15

Le premier ministre déposé au M5-RFP : À qui reviendra la primature ?

P.16

EDM-SA face au délestage : Entre langage de vérité et aveu d'impuissance

P.17

/ Actualité /

CA de la BDM SA : Plus de 2000 milliards réalisés

P.19

Commande publique :

P.21

L'ARMDS forme des cadres du ministère des transports

/ Politique /

Gestion de la transition au Mali : Younouss Hameye Dicko déplore « l'absence de présentation de plan de sortie de la CEDEAO aux maliens... »

P.24

La classe politique boycott la rencontre du premier ministre : Choguel K Maiga va-t-il tirer les leçons de ce revers et rendre le tablier ?

P.26

/ Culture & Société /

Ramadan :

P.28

Des spécialistes de la santé conseillent une bonne alimentation

/ International /

Guerre Israël-Hamas :

P.29

Les tensions s'intensifient au début du Ramadan

Nigeria :

P.32

Tinubu confronté à la dure réalité du terrorisme

/ Sport /

Lois du jeu :

P.33

D'énormes modifications introduites

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Un château pour le Lycée Monseigneur de Montclos de Sikasso **Le Ministre Koné** "Yeah Samaké est un patriote."

À la demande du Ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes, Yeah Samaké a généreusement offert un Château d'Eau équipé au lycée Monseigneur Didier Montclos de Sikasso. L'inauguration a eu lieu hier soir à Sikasso en présence des autorités administra-

tives, politiques et coutumières de la région.

La cérémonie a été présidée par le Ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes, en présence de l'Ambassadeur Yeah Samaké, Président d'Honneur du PACP et Directeur

Exécutif de la Fondation Empower Mali.

L'infrastructure hydraulique inaugurée a été entièrement financée par la Fondation Empower Mali en partenariat avec la Fondation Stirling, à hauteur de 8.500.000 FCFA.



En répondant favorablement à cette demande, l'Ambassadeur Yeah Samaké contribue au bien-être des futures générations, ainsi qu'au soutien du personnel et des élèves du lycée Monseigneur Didier Montclos de Sikasso.

Ce Château d'Eau s'ajoute aux réalisations de Yeah Samaké dans la région de Sikasso, parmi lesquelles la construction de 8 écoles, 4 logements pour les enseignants, et 6 autres châteaux d'eau dans le cercle de Kadiolo. De plus, une école a été construite à Fanterela, commune de N'kourala, et une mission américaine a organisé une journée de consultation gratuite en ophtalmologie à l'hôpital de Sikasso, permettant à 2000 patients d'obtenir des consultations et des verres correcteurs.

Pour le Président d'Honneur du PACP, la politique implique d'évaluer les besoins des communautés, de mobiliser les ressources auprès des partenaires, et d'apporter une aide concrète aux communautés à travers des actions concrètes à travers le Mali.

Le Ministre Mahamadou Koné des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes a salué le patriotisme de l'ancien Ambassadeur du Mali en Inde. Il a déclaré : "Il n'y a pas d'opposition à la transition, il y a des idées divergentes. Yeah Samaké est un patriote qui réalise des œuvres humanitaires pour ses concitoyens... Quand j'ai promis au lycée Monseigneur de Montclos un château d'eau, j'ai réuni mon cabinet pour leur donner un ultimatum. Je leur ai dit que si je ne réalisais pas cette promesse, je les relèverais tous. C'est ain-

si que Yaya Traoré m'a parlé de Yeah Samaké. Sans perdre de temps, je lui ai demandé de nous aider à réaliser ce château. La demande a été exaucée. Je te remercie pour ton patriotisme. Tes efforts doivent être reconnus et connus."

Le Ministre Koné a ajouté que le président de la transition fait déjà beaucoup et qu'il n'est pas bon de l'importuner pour tous les petits besoins, surtout qu'il y a des patriotes convaincus comme Yeah Samaké.

Le Ministre, très ému, a remercié et félicité tout le corps professoral du lycée où il a commencé sa carrière professionnelle en tant qu'enseignant.

Il n'y a rien de plus gratifiant pour le Président d'Honneur du PACP que d'apporter de la joie aux visages des



enfants, qui représentent l'avenir de notre société. Il a souligné les réalisations significatives accomplies à Sikasso, telles que la construction d'écoles, de logements pour les enseignants, de châteaux d'eau pour plusieurs villages, ainsi que des consultations ophtalmologiques avec

traitement pour la ville de Sikasso.

Ce n'est pas tout, il s'est engagé à poursuivre ces actions bénéfiques en collaboration avec le gouvernement, partout où son aide sera sollicitée. Les élèves, les autorités du lycée, le Gouverneur, le sous-préfet et le maire de

Sikasso étaient présents et comblés par la générosité de Yeah Samaké. Ces sentiments ont été exprimés à travers les différents discours prononcés, notamment les paroles émouvantes de la porte-parole des élèves.

■ **Karamoko B Keita**

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, D'ACTIVITÉS ET DE POUVOIR

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74^{ème} Malikié
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ Yeah Samake



#RamadanMubarak2024 J1

CHERS AMIS,

Par les temps qui courent au #Mali, j'ai fait le choix stratégique de partager l'iftar chez mon estimé ami CHEICK Oumar Konaré, reconnu comme l'un des meilleurs conseillers juridiques du pays. Ce moment de convivialité renforce nos liens et notre engagement commun pour la justice et la prospérité de notre nation. Rompre le jeûne ensemble (Chrétien et Musulman) est un symbole de l'unité et de la solidarité qui nous guideront vers un avenir meilleur.

#Iftar #Unité #Mali #DialogueInterReligieux

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Kassoum Thera



Vous dites amélioration. En 24 h nous n'avons reçu que 6 h d'électricité ds notre secteur. Depuis hier 20 h jusqu'à ce mardi 6 h 25 rien de visible

■ Papou Ka Papou



**EDM durant la transition, zéro sur zéro !!
On souffre de vos promesses bidons.
#ANTÔRÔLA**

■ Yeah Samake



**#EDM GATE:
ILS ONT SAVAMMENT TRANSFÉRÉ LE
PROBLÈME: de délestages à délestages
programmés.**

■ Afrique Sports



Le gros pétage de plomb de Sadio Mané en plein match . Le Sénégalais ne s'est pas tenu et fait du «VINICIUS» en plein Ramadan



■ Awa Sylla



J'ai pensé sur le programme de jolie mais je n'ai rien compris. Ceux qui ont compris peuvent me dire dans quel groupe je suis et quand est ce que cette chipie va rester avec nous pour nos 12h. Merci

■ Ministère de la Refondation de l'Etat



Célébration du 8 mars 2024 : Hommage aux Amazones de la Refondation

Bamako, le 8 mars 2024 - Le ministre de la Refondation, M. Ibrahim Ikassa Maïga, a célébré la Journée internationale des femmes en rencontrant l'ensemble des femmes du personnel de son ministère ainsi que de ses services rattachés.

Hommage aux femmes engagées

Prenant la parole, le ministre Maïga a tenu à remercier les femmes pour leur engagement et leur contribution inestimable au sein du département. Il a souligné leur rôle crucial dans le développement du pays, le processus de refondation et les a encouragées à continuer à exceller dans leurs domaines respectifs.

Leadership inspirant

Mme Diarra Bessi Christine, porte-parole des femmes du ministère, a exprimé sa gratitude au ministre pour son leadership inspirant, qui met en valeur les femmes et les encourage à progresser chaque jour. Elle a également salué les efforts du gouvernement pour promouvoir l'épanouissement des femmes et leur autonomisation.

Un moment de partage et de convivialité

La cérémonie s'est terminée par une collation offerte aux participantes, dans un moment de partage et de convivialité.

CCOM-MRE



■ Oclei Mali



Célébration ce samedi 09 mars 2024 à l'hôtel Maeva palace de Bamako, de la journée internationale des droits des Femmes de l'Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite -OCLEI-.

Cette journée est placée sous le thème

< La Lutte contre la Corruption, les voix féminines contre l'injustice > .

Son objectif est d'analyser les atouts et les obstacles liés aux droits des femmes et des filles dans tout les aspects de la vie.

La rencontre est organisée par l'Oclei et financée par le projet ENAP-LUCEG et se tient à l'hôtel Maeva palace de Bamako.

#OcleiLuceg8mars2024



Oclei Mali



Clôture ce vendredi 08 mars 2024 à l'hôtel de l'amitié de Bamako, de la deuxième phase de l'atelier de formation sur la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.

L'atelier était organisé par l'OCLEI et animé par les experts de l'ICAC (Indépendant Commission Against Corruption) de Hong Kong.

La cérémonie de clôture a été présidée par Dr. Moumouni GUINDO, président de l'Oclei.

L'objectif de cet atelier était de renforcer les capacités des agents de l'Oclei sur les méthodes d'investigations et les bonnes pratiques en matière de prévention, d'éducation et de sensibilisation dans la lutte contre la corruption en s'inspirant de l'expérience de Hong-kong/Chine.

La cérémonie a prit fin par la remise des attestations aux différents participants.

Oclei Mali



Début ce mercredi 06 mars 2024 de la deuxième phase de l'atelier de formation sur la lutte contre la Corruption et l'enrichissement illicite.

Cette session porte sur le renforcement des connaissances et compétences des agents de l'Oclei sur les méthodes d'investigations.

Elle est animée par les Experts de l'ICAC (Indépendant Commission Against Corruption) de Hong Kong.

La rencontre se tient du 06 au 08 mars 2024 à l'hôtel de l'amitié de Bamako.



■ Autorité Indépendante de Gestion des Elections - AIGE Mali Officiel



Stratégie genre de L'AIGE : Pour un processus électoral inclusif

Le Vice-président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections, Ousmane TRAORE, a présidé le vendredi 8 mars 2024, l'atelier d'échanges sur la stratégie genre de l'AIGE. La rencontre qui s'est déroulée dans la salle «Démocratie» a réuni plusieurs membres du collège de l'AIGE, dont la Présidente de la Commission Genre et Inclusion de L'AIGE, Madame Djenebou DIAKITE, ainsi que le Directeur pays de la Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux, Mathias HOUNKPE, entre autres.

Le vice-président Ousmane TRAORE a profité de l'occasion pour présenter ses meilleurs vœux aux femmes de L'AIGE, du Mali et du monde à l'occasion de la journée internationale des Femmes. Selon Ousmane TRAORE, le présent atelier d'échanges, qui constitue une étape supplémentaire de la marche de l'AIGE vers l'organisation de processus électoraux inclusifs, permettra à l'AIGE d'exprimer sa vision et d'adopter une stratégie lui permettant de garantir que personne (qu'aucun malien) n'est laissé de côté dans la gestion des processus électoraux, surtout dans les opérations électorales.

Département des Relations Publiques de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections - AIGE Mali Officiel

■ Alpha Blondy



Ce n'est pas parce que deux sourds se disputent qu'il y a un mal entendu...

Ce n'est pas parce que deux chauves complotent qu'ils sont de mèche...

Ce n'est pas parce qu'on a le goût de la vie qu'on ne subit pas le coût de la vie (pour ne pas dire les coups de la vie)

Attention aux apparences...

Bon lundi mes Baramôgôs!!

On est ensemble!!!



COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

8 Mars 2024**YELEEN et l'Ambassade du Canada sensibilisent les femmes de Bollé et Tintimbougou**

Le 8 mars 2024, l'association YELEEN en collaboration avec l'Ambassade du Canada au Mali a organisé deux journées dédiées à l'information et à la sensibilisation des femmes sur leurs droits, le leadership féminin, la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et la

santé de la reproduction. Ces événements ont eu lieu au centre pénitentiaire de Bollé et dans la zone des déplacées internes de Tintimbougou (Baguineda).

À l'issue de ces échanges enrichissants, des kits de dignité contenant des serviettes hygiéniques, du savon, de l'eau de javel, du détergent Omo, des slips et de la pommade corporelle ont été remis aux détenues. Cette initiative avait pour but d'informer et de sensibiliser les femmes de ces deux communautés, afin de lutter contre les inégalités entre les sexes, de promouvoir les droits des femmes et de renforcer la santé reproductive.

Aissata Bocoum a souligné que la Journée internationale de la femme devait être célébrée de manière inclusive, en incluant toutes les femmes sans distinction. Elle a également ajouté que passer cette journée avec des femmes détenues et déplacées, souvent en situation difficile, était non seulement légitime mais essentiel. Aissata Bocoum a déclaré : « Nous sommes venues échanger avec nos sœurs, nos mamans, en leur témoignant notre solidarité et en leur rappelant qu'elles ont des droits, peu importe leur situation. »

Ces actions de sensibilisation et de solidarité visent à encourager l'autonomisation des femmes, à renforcer leur position dans la société et à promouvoir l'égalité des genres. YELEEN et l'Ambassade du Canada continuent ainsi à œuvrer pour un monde plus juste et inclusif, où chaque femme peut s'épanouir et faire valoir ses droits.

Fatou Sissoko

Arcane Politique: L'AREMA face à une Nouvelle Cassure

La division au sein de l'AREMA, le parti politique malien, semble se dessiner à l'horizon alors que l'entité politique est tourmentée par la perspective d'une deuxième scission, selon plusieurs sources concordantes. Cette situation délicate survient après le départ de Ba Sidiki Fomba, qui a déjà provoqué une première secousse au sein du parti.

Il semble que le fardeau de l'AREMA soit devenu trop pesant pour les épaules fragiles de son président, Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune, que de nombreux observateurs envisagent déjà sur le point d'être évincé. En effet, une fronde de détracteurs en gestation serait déterminée à contester son contrôle du parti, avec pour objectif ultime de le remplacer par des individus aspirant à des

enjeux plus sérieux et solides, susceptibles d'être portés à un niveau supérieur.

La bataille pour la paternité et le leadership qui a précédé le départ de Ba Sidiki Fomba risque donc de se reproduire, cette fois-ci avec un enjeu majeur : la survie et l'orientation future de l'AREMA. Les dissensions internes semblent se cristalliser autour d'une crise latente de positionnement politique, dans un contexte de rivalités exacerbées autour d'Assimi Goïta, personnage central de la scène politique malienne.

Ainsi, l'AREMA, autrefois unie derrière le concept d'« assimisme » prôné par son fondateur, se retrouve aujourd'hui au bord d'une nouvelle cassure, affaiblie par des luttes internes de pouvoir et des ambitions divergentes. L'avenir du parti semble incertain, et il n'est pas exclu que les cartes soient rebattues prochainement, avec la possibilité d'une destitution du président actuel et l'émergence de nouvelles figures politiques au sein de l'AREMA.

Fatou Sissoko



Statut des Maliens établis à l'étranger : Toujours en attente de décret d'application

Depuis septembre 2021, le décret concernant le statut général des Maliens établis à l'étranger est en attente d'application, malgré les directives des autorités maliennes. Des voix discordantes au sein de la diaspora malienne commencent à exprimer leur mécontentement, exigeant que ce décret soit strictement appliqué ou abrogé. Mais qu'est-ce qui a pu retarder sa mise en vigueur ? Il semble que son application puisse menacer le statut de certaines personnalités influentes au sein de la diaspora malienne, occupant des postes clés au sein des institutions de la République.

Ce décret, obtenu après de longs efforts de la diaspora malienne, définit un Malien établi à l'étranger comme tout citoyen malien résidant de manière permanente ou temporaire dans un autre pays depuis au moins 180 jours consécutifs, ou né de parents maliens à l'étranger dont la naissance a été enregistrée par une mission diplomatique ou consulaire du Mali. De plus, il est requis d'avoir

sa résidence habituelle en dehors du Mali, d'être enregistré comme résident auprès de la mission diplomatique ou consulaire malienne dans le pays d'accueil, et de détenir une autorisation de séjour ou un titre de résidence.

Cependant, l'article 4 du décret stipule que tout Malien établi à l'étranger rentrant au Mali depuis plus de 180 jours perd son statut et ne peut siéger dans des structures dédiées aux Maliens établis à l'étranger ni les représenter dans une association. Cette disposition impacterait de nombreux acteurs des instances organisationnelles de la diaspora malienne, dont la plupart n'ont pas foulé le sol malien depuis plusieurs années.

Des informations en provenance de la diaspora indiquent que cette restriction est à l'origine du blocage de l'application du décret. En effet, certains individus se présentent au nom de la diaspora alors qu'ils n'ont pas visité le Mali depuis plus de 10 ans.

Il est crucial de résoudre ces obstacles pour assurer une application juste et équitable du décret sur le statut des Maliens établis à l'étranger, tout en tenant compte des intérêts et des droits des membres de la diaspora malienne.

Arouna Sidibé



Le premier ministre déposé au M5-RFP : À qui reviendra la primature ?

Au cœur d'une polémique avec ses alliés, Dr Choguel Maïga a été l'objet d'une décision susceptible de lourdes conséquences. Le chef du gouvernement malien a été en effet déposé par ses camarades politiques en tant que président du comité stratégique du m5-rfp, le mouvement ayant fait chuter le régime d'IBK en 2020.



Dans un contexte de difficilement accouchement d'un remaniement ministériel imminent, une nouvelle tendance conduite par l'Imam Oumarou Diarra, Me Mountaga Tall et Jeamille Bittar, entre autres, a mis fin au mandat de Choguel Maïga à la faveur d'une session ex-

traordinaire suscitée à cet effet, le mardi 5 Mars, par les désormais anciens alliés du chef du Gouvernement. Dont les ennuis politiques résultent des fortes divergences qu'entretiennent les leaders de l'aile politique de la Transition qui multiplient les sorties médiatiques sur fond de révélations compromettantes.

L'air d'un règlement de comptes aux relents d'isolement politique susceptible de coûter son poste à l'actuel locataire de la Primature. Il faut dire qu'à l'issue du remaniement de juillet dernier, l'intéressé faisait déjà l'objet d'un isolement gouvernemental avec l'éviction de la quasi-totalité des ministres sous la même bannière politique que lui, tandis que sa marginalisation au sein de la scène politique dans son ensemble se juge au refus de beaucoup d'acteurs d'intégrer le gouvernement avec Choguel Maïga comme chef d'équipe.

Il convient de rappeler, par ailleurs, que la rectification de la Transition avait été amorcée sur une base précise : l'attribution de la Primature au M5 que le « clivant » PM n'incarne plus depuis sa destitution par cette aile politique de la Transition. Toutes choses qui ouvrent la voie à une kyrielle d'hypothèses et d'interrogations : acter la fin de mission du PM avec l'éventualité de son remplacement par un leader issu de la fronde ayant eu raison de lui, soit l'avènement à la Primature d'une personnalité neutre favorable aux rois de Kati.

En définitive, il n'est pas exclu que les acteurs du RFP sortent plus perdants que vainqueurs de leurs empoignades et déballages qui déteignent par ailleurs sur l'ensemble du fait partisan.

IKEÏTA
LE TÉMOIN



EDM-SA face au délestage : Entre langage de vérité et aveu d'impuissance

Après un long silence sur la crise énergétique que traverse le pays, le directoire de la société EDM-SA a décidé de sortir de son mutisme, le 7 mars dernier, à la faveur d'un point de presse animé par son directeur général.

À la différence du Premier ministre et de la ministre en charge de l'énergie, qui s'étaient défaussés lors de leurs sorties précédentes sur le président de la Transition, Abdoulaye Djibril Diallo a abordé la problématique énergétique et des délestages avec par un langage de vérité qui frise l'aveu d'impuissance. Sans complaisance, il a dressé le diagnostic de la situation et évoqué les causes structurelles de la crise. Tenez-vous bien, alors que le délestage devrait continuer, le DG a annoncé la réduction du temps des délestages, qui peut atteindre 18/24 par moment, notamment pendant le mois de ramadan. Toutefois, en vue d'atténuer les effets de la crise en cette période, EDM peut compter sur une quantité importante d'hydrocarbures promise par les autorités de la Transition. À défaut de quoi, une persistance éventuelle des coupures, selon le DG, sera encadrée par la publication régulière des plans de délestage afin de permettre aux usagers de mieux s'organiser.

Sur les causes de la crise, le Directeur général Abdoulaye Djibril Diallo pointe du doigt notamment le manque d'investissement dans le secteur, l'augmentation de la demande liée à la croissance démographique et économique et la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international. Selon le DG, les proportions du recours au thermique se sont inversées à hauteur de 70 % de la production énergétique contre seulement 17 % il y a 20 ans. Ce qui représente un coût élevé pour sa société, qui produit à perte à cause du déséquilibre entre le prix d'achat du Kilowatt et son prix de cession. Et sans le soutien constant et permanent de l'État à travers ses subventions et ses aides multiformes, explique Monsieur Diallo, l'EDM-SA aurait du mal à fournir convenablement l'électricité aux Maliens. Et de confirmer au passage l'endettement de la structure à hauteur de plusieurs centaines de milliards auprès des banques et des fournisseurs privés.

En perspectives, l'EDM-SA, en plus d'inverser

l'évolution du mix par l'orientation vers les énergies renouvelables (solaire, hydroélectrique, éolienne), prévoit une révision de la politique tarifaire afin d'établir un équilibre financier du secteur. Un autre défi à relever, toujours selon le DG Diallo, consiste à améliorer sa gouvernance en diminuant ses charges et en digitalisant ses services. La Société envisage pour ce faire de soumettre à l'approbation des plus hautes autorités un plan de restructuration et de redressement.

Amidou Keita
LE TÉMOIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22

CA de la BDM SA : Plus de 2000 milliards réalisés



La Banque de Développement du Mali SA (BDM-SA) a tenu sa 83ème session du Conseil d'Administration le samedi 9 mars 2024 à l'Hôtel Radisson Collection de Bamako. Sous la présidence de l'ancien Premier Ministre Ahmed Mohamed Ag Hamani, Président du Conseil d'Administration, les travaux ont mis en lumière les performances remarquables de la banque malgré une conjoncture économique défavorable en 2023.

En effet, le premier Groupe bancaire malien a affiché un total bilan dépassant les 2 000 milliards de FCFA, ainsi qu'un produit net bancaire de plus de 95 milliards de FCFA. Le Conseil d'Administration a examiné la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire de l'UMOA, ainsi que des manuels, poli-

tiques et procédures pour assurer la conformité de la banque aux normes réglementaires.

Les comptes individuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été également passés en revue et approuvés lors de cette session. Malgré les défis rencontrés en 2023, la BDM-SA a travaillé activement pour corriger les insuffisances identifiées et se conformer aux exigences réglementaires.

Ahmed Mohamed Ag Hamani a souligné l'importance de poursuivre les efforts pour améliorer la gouvernance de la banque et atteindre les objectifs fixés. Des décisions stratégiques ont été prises pour renforcer la gouvernance et des perspectives prometteuses se dessinent pour l'année 2024.

En conclusion, malgré les défis économiques rencontrés en 2023, la Banque de Développement du Mali SA a su faire face et se positionne favorablement pour l'année à venir. Les efforts déployés pour corriger les insuffisances et se conformer aux normes réglementaires ont porté leurs fruits, laissant entrevoir un avenir prometteur pour la banque en 2024.

Lors de la réunion du Conseil d'Administration de la BDM-SA, il a été souligné que le Mali est arrivé en tête des producteurs de coton en Afrique grâce à une bonne pluviométrie en 2023. L'administrateur général de la Banque, Ibrahima N'DIAYE, a mis en avant cette performance. De son côté, le président du Conseil d'Administration, Ag HAMANI, a affirmé que la BDM-SA occupe déjà la première



place sur le marché national et prévoit de renforcer sa position à l'intérieur et à l'extérieur du Mali.

Les membres du Conseil d'Administration ainsi que le comité syndical ont félicité la direction générale pour ses performances remarquables. Grâce à l'engagement du personnel et de la direction, la BDM-SA a réalisé un total bilan de plus de 2200 milliards de francs CFA et un produit net bancaire proche de 100 milliards, ce qui renforcera sa position de leader au sein des

groupes bancaires de l'UEMOA.

Encouragement à la croissance du Groupe BDM

Le Conseil d'Administration a incité la direction à persévérer dans ses efforts pour permettre au Groupe BDM de maintenir sa croissance et de demeurer parmi les principaux groupes bancaires de l'UEMOA. De plus, les réunions des Conseils d'Administration des filiales de la BDM-SA en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso

et en Guinée-Bissau se sont tenues respectivement les 7, 15 et 16 février 2024.

Ces événements témoignent de la volonté de la BDM-SA de renforcer sa position de leader et de poursuivre son expansion tant au niveau national qu'international, en s'appuyant sur ses solides performances financières et l'engagement de ses équipes.

■ Ibrahim Sanogo

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

Commande publique : L'ARMDS forme des cadres du ministère des transports

L'autorité de régulation des marchés publics et des délégations de services publics (ARMDS) a formé, du 26 février au 1er mars, au siège de l'asecna, des cadres du ministère des transports et des infrastructures sur la gestion des marchés publics. L'ouverture des travaux était co-présidée par le ministre des transports et des infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, et le président de l'ARMDS, Alassane Ba.



Après les mots de bienvenue du Maire de la Commune VI du district de Bamako, le président de l'ARMDS a remercié madame le Ministre pour la mobilisation de ses agents lors de cette présente session qui marque le démarrage des activités de formation de l'ARMDS au titre de l'année 2024.

« Cette cérémonie et les sessions de formation qui suivront s'inscrivent exactement dans la mise en œuvre de notre programme de formation pluriannuel, en réponse aux dysfonctionnements constatés dans la pratique de la gestion des contrats de la commande publique dans notre pays », a expliqué le président

de l'ARMDS. Il a rassuré que l'ARMDS veillera particulièrement tant sur la qualité des modules dispensés que sur l'assiduité des participants.

Le président de l'ARMDS a affirmé que l'ambition de sa structure, à moyen terme, était le positionnement stratégique du Mali dans la



PRIMATURE

Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public



NUMERO VERT DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

80 00 55 55

sous-région voire en Afrique en matière de maîtrise des textes et outils de gestion de la commande publique.

« Notre pays a donc besoin de chacun de ses fils, qu'ils soient de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile, ou des collectivités territoriales pour un meilleur assainissement du secteur de la commande publique, socle du développement d'un État. Dans cette optique, il faut noter que ni la volonté ni l'engagement seul ne suffisent pas ; il faut passer forcément par la maîtrise des textes et des outils de la commande publique d'où toute l'importance des présentes sessions de renforcement des capacités techniques et professionnelles des acteurs que vous êtes », a déclaré le président BA.

Il rappellera que la gestion des contrats est l'aboutissement d'une bonne préparation et d'un bon déroulement de la procédure de passation de la commande publique.

« L'objectif premier de la gestion des contrats est de garantir la livraison dans les délais conformément aux conditions contractuelles convenues des biens et des services de qualité et en quantité suffisante », a précisé le président de l'ARMDS,

avant de souhaiter que l'enjeu de la formation soit bien compris et que chaque participant s'investisse suffisamment afin de tirer le meilleur possible du chevronné facilitateur, un produit cent pour cent malien.

Pour sa part, madame le ministre ajoutera que l'objectif général de la formation est de renforcer les capacités des cadres du département, impliqués dans le cycle des marchés publics et des délégations de service public, pour une meilleure appropriation des textes et une gestion efficace des deniers publics.

« Il est primordial de doter les participants des aptitudes nécessaires pour gérer efficacement toutes les phases du contrat », a insisté madame le ministre.

« Malgré tant d'années de pratique, la quasi-totalité des services du département connaissent des difficultés d'appréhension des règles, procédures et pratiques, qui impactent la qualité des documents de passation des marchés, le suivi de l'exécution et la gestion des différends qui en résultent », a reconnu madame le Ministre.

Selon elle, ces difficultés rencontrées par ses services techniques s'expliquent par la faible appropria-

tion du droit et de la pratique des marchés publics. En conséquence, dit-elle, de nombreuses solutions ont été préconisées, dont le renforcement des capacités des acteurs intervenant sur la chaîne des marchés publics.

A la fin du séminaire qui a été marqué par la remise des attestations et une panoplie de documents sur la gestion des marchés publics, le président de l'ARMDS s'est dit convaincu que les participants sont désormais mieux outillés pour mettre à profit les acquis de la formation pour plus d'efficacité, d'efficience et de transparence dans leurs différentes interventions.

Le président BA a paraphrasé Louis Pasteur qui disait : « Ce n'est pas la profession qui honore l'homme, mais c'est l'homme qui honore la profession ». Enfin, il a pris l'engagement que les multiples préoccupations soulevées par les participants feront l'objet d'une analyse approfondie de la part de l'ARMDS dans le cadre de l'amélioration continue de la réglementation nationale sur la commande publique dans notre pays.

■ MODIBO KONÉ
INFO MATIN

www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Gestion de la transition au Mali : Younouss Hameye Dicko déplore « l'absence de présentation de plan de sortie de la CEDEAO aux maliens... »

Le 28 janvier dernier, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont décidé de se retirer, sans délai, de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Selon l'Alliance pour une Transition Intelligente et Réussie (ATIR), un regroupement de partis politiques, d'associations et des mouvements, elle a « constaté une absence de présentation de plan de sortie de la CE-DEAO aux Maliens, aux entrepreneurs et au secteur privé. » Le regroupement présidé par le Pr. Younouss Hameye Dicko invite donc le gouvernement, dans son entièreté, à procéder à ce travail de prévision, et à passer à l'étape de sensibilisation intense et de soutien de tous les acteurs dans leurs domaines respectifs.



Dans un communiqué rendu public, le samedi 9 mars 2024, dont nous avons reçu une copie, l'Alliance pour une Transition Intelligente et Réussie (ATIR) se prononce sur l'actualité malienne.

« Face à l'inflation et à la difficulté de vie, c'est suite à une grande réflexion et une profonde interrogation que nous avons constaté une absence de présentation de plan de sortie de la CEDEAO aux Maliens, aux entrepreneurs et au secteur

privé ! », lit-on dans le document du regroupement présidé par le Pr. Younouss Hameye Dicko. Selon ATIR, le gouvernement, dans son entièreté, doit « procéder à ce travail de prévision », et de « passer à l'étape de sensibilisation intense

et de soutien de tous les acteurs dans leurs domaines respectifs. »
« Quant au peuple malien, il soutient toujours en intensité et dans la durée ce que son gouvernement entreprend et que, lui, le peuple comprend entièrement! », précise ATIR.

Concernant le dialogue intermalien en préparation au Mali, le regroupement invite les autorités à en mesurer la gravité et l'importance. « En effet, des futures conclusions du dialogue dépendent notre avenir en tant que Nation et État, la réputation du Mali à résoudre de manière inclusive et pacifique nos problèmes, notre maturité, notre dignité ! L'implication totale de l'état ne doit faire défaut à aucun niveau du processus », indique le communiqué.

Quid de la suspension de l'AEEM ? Selon ATIR, c'est avec une colère retenue qu'elle constate que l'espace scolaire et étudiant est devenu un lieu corrompu où les armes de guerre circulent et le meurtre d'étudiants est devenu courant. « Le gouvernement a eu raison de suspendre l'AEEM qui n'a plus, en l'état, le droit d'exister. ATIR pense que l'AEEM doit être vigoureusement assainie afin de permettre de mettre en place une association estudiantine uniquement au niveau universitaire comme dans le reste du monde », précise le communiqué.

Concernant la crise énergétique que traverse le pays, ATIR appelle les autorités de la transition à fortement se pencher sur la « réelle

menace que représente le manque d'énergie et mettre en place un réel plan de développement énergétique, sur 15 à 25 ans, prenant en compte les énergies renouvelables (eau, vent, soleil, biomasse et hydrogène). »

Selon ATIR, l'opportunité que représente l'Alliance des Etats du Sahel (AES) est vitale pour les objectifs stratégiques du Mali sur tous les plans et que toute ambition de développement ou de souveraineté.

M.K. Diakité

Source : Le Républicain



La classe politique boycott la rencontre du premier ministre : Choguel K Maiga va-t-il tirer les leçons de ce revers et rendre le tablier ?

Après avoir été destitué de la Présidence du comité stratégique du M5 RFP, le Premier Ministre Choguel Kokalla Maiga, dans sa tentative de rebondir pour balayer d'un revers de main cette humiliation que ses camarades lui ont fait subir, a voulu se tourner vers la classe politique pour se faire une nouvelle santé, en feignant d'oublier qu'il avait non seulement jeté en pâture cette même classe politique, mais aussi et surtout l'avait vilipendée, dénigrée, voir calomniée.

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, dos au mur, car abandonné par les siens, désormais affaibli politiquement semble perdre toute légitimité. En effet, c'est dans un communiqué radiodiffusé et sur les réseaux sociaux qu'il avait convié les présidents des partis ou regroupements politiques en une rencontre au Centre International des Conférences de Bamako, CICB. Cette rencontre que beaucoup avaient considéré comme un test grandeur nature pour jauger la popularité du PM a finalement été un fiasco et l'expose désormais à toutes les situations inconfortables. Le PM va-t-il tirer les leçons de son échec, à non seulement rassembler la classe politique autour de la transition, mais aussi et surtout à être à la hauteur de la fonction qu'il occupe, pour rendre le tablier ? Le Président de la Transition continuera-t-il à le maintenir contre vents et marais paralysant ainsi l'administration ? Quelles pourraient être les conséquences de son maintien à la tête du gouvernement ?

Comme une réponse du berger à la bergère, la classe politique, dans une quasi unanimité, a décliné l'invitation du Premier ministre, une façon claire de lui retourner l'ascenseur. Ce deuxième revers, après celui que sa propre famille politique, à savoir le M5 RFP lui avait fait subir, affaiblirait pour ne pas dire consacrerait sa mort politique certaine, car on pourrait affirmer sans risque de se tromper que ses jours sont désormais comptés à la tête du gouvernement. Le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga a semé le vent et il est en train de récolter



la tempête. Qui ne se rappelle pas de ses diatribes vexatoires contre le Mouvement démocratique, de ses réquisitoires sans concessions contre les hommes politiques de ces trente dernières années, alors même qu'il partage ce bilan à plus de 80% pour avoir été de 2002 à 2018, dans tous les gouvernements. Ministre de l'industrie et du commerce sous Amadou Toumani Touré, ATT, ensuite ministre de la

Communication porte-parole du Gouvernement sous IBK, après avoir précédemment géré la très juteuse Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications, et des Postes, AMRTP. Partout où il est passé, il a trainé des bruits de casserole financiers, ce qui lui a même valu de remboursements d'argent indûment empoché, en tout cas si l'on en croit aux déclarations faites par Me Mountaga Tall, lors d'une

conférence de presse. La question qui est sur toutes les lèvres est celle de savoir si le PM n'avait réellement pas oublié d'avoir humilié la classe politique avant de la convier en une rencontre précipitée, sans ordre du jour, dans le seul dessein de se faire une nouvelle santé politique et très certainement continuer à occuper le fauteuil primatorial. Il semble taper à la mauvaise porte car aucun parti significatif n'a répondu à son invitation. Certains l'ont même ignoré.

Après ce double revers, rien ne va plus pour le premier ministre Choguel K Maiga. Pour rappel il a été d'abord pris à partie par ses camarades du M5 RFP, avant que ces derniers ne décident de le destituer de la tête du Comité stratégique, pensant rebondir après cette amère couleuvre qu'il a avalée, le PM a subi une autre humiliation, cette fois-ci de la part de la classe politique qui a décliné son invitation à une rencontre qu'elle a jugé inopportune, sans objet et initiée à dessein par le Premier Ministre pour rebondir et se faire une nouvelle santé politique.

Le PM va-t-il tirer les leçons de son échec, à non seulement rassembler la classe politique autour de la transition, mais aussi et surtout à être à la hauteur de la fonction qu'il occupe pour rendre le tablier?

La coupe est assez pleine pour celui qui s'est érigé en rempart pour, dit-il protéger les militaires contre les « politiciens ». Choguel K Maiga puis que c'est de lui qu'il s'agit a atteint toutes ses limites. En effet affaiblit politiquement et même physiquement, pour sortir avec le peu d'honneur qui lui reste encore, il doit tirer toutes les leçons de ses échecs et rendre le tablier pour sortir par la grande porte de l'histoire. En s'entêtant à se maintenir à son poste contre vents et marais il court le risque d'être débarqué de la façon la plus humiliante. Choguel n'étant plus maître de son destin, il est sur une chaise éjectable. Son sort est désormais entre les mains du Président de la Transition, celui-là même qui a signé son décret de nomination.

Le Président de la Transition continuera-t-il à le maintenir contre

vents et marais ? Quelles pourraient être les conséquences de son maintien à la tête du gouvernement ?

Le Premier Ministre ayant perdu tous ses soutiens politiques, il est désormais comme un lion édenté et sans griffe donc incapable de mordre ou de griffer, il est alors facilement domptable. Le Président de la transition a désormais toutes les cartes en mains pour opérer le changement qui sied aujourd'hui pour la bonne marche d'une transition clopinant et sans boussole. Il doit retirer sa confiance à celui qui n'a plus de base politique donc qui n'est plus très utile à la transition. En tous les cas en voulant garder contre vents et marais le PM, le Président de la transition aurait volontairement fait le choix de maintenir le statu quo ante aux conséquences incommensurables pour le pays. Le plutôt serait le mieux afin d'avancer et de sortir de cette interminable transition qui tire le pays vers le bas.

Youssef Sissoko
L'Alternance



Ramadan : Des spécialistes de la santé conseillent une bonne alimentation

Le mois de Ramadan a débuté ce lundi 11 mars. Le Ministre d'État, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-Parole du Gouvernement a annoncé la nouvelle dans un communiqué lu à la télévision nationale. Si pour des religieux, le jeûne de ce mois sacré est une obligation pour tout musulman en bonne santé. Des spécialistes de la santé conseillent aux jeûneurs une bonne alimentation pendant cette période de privation.

Mamadou Issa Coulibaly est Imam de la mosquée « Kou-louba » de Diarrabougou. Il affirme que sauf les cas de dérogations explicitement cités dans le Saint Coran comme les maladies graves, « le jeûne de ce mois de Ramadan est une obligation pour tout fidèle musulman adulte en bonne santé ». Selon lui, « le jeûne recommande aussi la bonté envers tout fidèle musulman et les croyants des autres religions ». Cependant M.Coulibaly, « une personne âgée souffrant d'une maladie pourrait ne pas être en mesure de jeûner, mais pour une maladie temporaire, il peut laisser le jeûne et le récompenser après ».

Éviter de manger trop salé ou trop sucré

Mais pour les médecins, une alimentation saine et équilibrée fait partie des bienfaits de ce mois sacré de Ramadan. Docteur Famakan Sissoko conseille aux jeûneurs d'éviter de manger trop salé ou trop sucré. Pour M.Sissoko, « Cette alimentation doit être riche en sucre, avec aussi des aliments mixtes à base de protéines ». D'après lui, « il est important quand tu jeûnes, que tu essaies de boire une quantité suffisante d'eau ». Au moment de la rupture, Dr Sissoko, indique qu'« il est conseillé quand même de com-

mencer par des aliments à base de sucre, comme par exemple les dattes ».

Les fidèles musulmans observeront ce mois de ramadan dans un contexte de forte chaleur et de vie chère. Les services de météorologie annoncent déjà des températures atteignant 45 degrés dans certaines parties du pays. Et au même moment la flambée des prix de certains produits alimentaires sur les marchés rendent insupportable cette canicule.

STUDIO TAMANI



Guerre Israël-Hamas : Les tensions s'intensifient au début du Ramadan



Au premier jour du mois de jeûne pour les musulmans, l'armée israélienne a lancé des attaques sur plusieurs villes de l'enclave, provoquant des craintes aux États-Unis quant à une escalade dangereuse des violences, notamment à Jérusalem-Est, si les combats perdurent tout au long du mois sacré.

Le Ramadan a débuté le lundi 11 mars dans la bande de Gaza, marqué par l'absence d'une trêve entre Israël et le Hamas, malgré les appels à la cessation des hostilités. Les habitants de la région, déjà confrontés à un siège et des destructions massives, ont entamé ce mois sacré dans des conditions précaires.

Les autorités du Hamas ont déplo-

ré des dizaines de morts suite aux bombardements israéliens qui ont visé diverses régions de la bande de Gaza, dont les villes de Gaza, Khan Younès et Rafah. Parmi les victimes, on compte soixante-sept personnes décédées en vingt-quatre heures, dont quatre membres d'une même famille tués lors d'une frappe sur leur domicile pendant les prières matinales à Rafah.

L'armée israélienne a ciblé des hauts responsables du Hamas, menant des opérations contre une base souterraine dans le centre de Gaza, visant notamment Marwan Issa, adjoint de Mohammed Deif, chef des Brigades Ezzedine Al-Qasam. Les autorités israéliennes affirment avoir éliminé quinze

combattants islamistes lors de ces opérations, et promettent de poursuivre leurs actions contre les dirigeants du Hamas.

Cette escalade des tensions survient dans un contexte déjà marqué par des années de conflit et de souffrance pour la population de Gaza, confrontée à la famine et aux destructions. La communauté internationale appelle à la retenue et à la recherche de solutions diplomatiques pour mettre fin à la violence qui a déjà causé des milliers de morts dans la région.

La situation demeure critique et les prochains jours s'annoncent décisifs pour l'évolution du conflit entre Israël et le Hamas. Les appels à la désescalade se multiplient, mais la violence persiste, laissant



craindre une nouvelle vague de victimes innocentes dans ce cycle de violence qui semble interminable.

La rédaction de l'article a été réalisée en prenant en compte les informations disponibles concernant les événements récents dans la région de la bande de Gaza, mettant en lumière les conséquences tragiques de ce conflit sur la population civile et les enjeux géopolitiques qui en découlent. Les tensions entre Israël et le Hezbollah, ainsi que les échanges de tirs transfrontaliers, ont une fois de plus entraîné des pertes humaines. Les frappes aériennes israéliennes dans l'est du Liban, près de Baalbek, bastion du Hezbollah, ont coûté la vie à au moins une personne et ont blessé six autres, selon des sources de sécurité locales.

Ces attaques ont ciblé des bâtiments et des installations du Hezbollah, en représailles à des attaques aériennes antérieures du Hezbollah vers le Golan, territoire

syrien annexé par Israël.

Ces violences s'inscrivent dans un contexte de conflit persistant entre Israël et le Hezbollah, ainsi que d'échanges réguliers de tirs le long de la frontière israélo-libanaise. Depuis le début des hostilités en octobre, un nombre important de personnes ont perdu la vie, principalement des combattants du Hezbollah et des civils au Liban, ainsi que des soldats et des civils en Israël.

Le Hezbollah a conditionné la fin de ses attaques contre Israël à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. De son côté, Israël affirme sa volonté d'affaiblir voire d'éliminer le Hezbollah du sud du Liban, que ce soit par la force ou par la diplomatie.

Face à cette escalade de la violence, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à un arrêt des hostilités à Gaza en ce début du mois de Ramadan, afin de respec-

ter l'esprit de ce mois sacré pour les musulmans. Cette situation souligne une fois de plus l'urgence de trouver des solutions pacifiques pour mettre fin à ces conflits et préserver la vie des populations civiles touchées par ces violences.

La situation actuelle à Gaza est très préoccupante, en particulier en ce début du mois sacré du Ramadan. Malgré les valeurs de paix, de réconciliation et de solidarité associées à ce mois saint, les violences et les souffrances persistent dans la région. Les déclarations du Secrétaire général de l'ONU, M. Guterres, mettent en lumière la nécessité de respecter l'esprit de compassion du Ramadan et de garantir la libération des otages retenus.

Les tensions entre Israël et Gaza, ainsi que les menaces émises par le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant, soulignent le risque de nouveaux affrontements, notamment autour de l'esplanade

des Mosquées à Jérusalem. Ce lieu saint pour les trois grandes religions abrahamiques est au cœur de nombreuses tensions et revendications.

Dans ce contexte, l'initiative d'envoi d'aide humanitaire par voie maritime depuis Chypre, ainsi que l'engagement de certains pays comme les États-Unis, est louable. Cependant, l'ONU souligne que ces actions ne peuvent se substituer à l'ouverture d'un accès terrestre durable pour permettre une aide humanitaire efficace et prévenir une catastrophe humanitaire à Gaza.

Il est essentiel que la communauté internationale continue de faire pression pour mettre fin aux violences, lever le siège et garantir un accès humanitaire ininterrompu à la population de Gaza. Le respect des droits humains, la protection des civils et la recherche de solutions pacifiques doivent être au cœur des efforts de toutes les par-

ties impliquées pour assurer la stabilité et la sécurité dans la région.

La situation humanitaire à Gaza suscite une réelle inquiétude, avec des besoins urgents en aide internationale. Les restrictions imposées par Israël sur l'acheminement de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, en particulier dans sa partie septentrionale, compliquent la réponse aux besoins pressants de la population locale. Il est impératif d'intensifier les efforts diplomatiques en vue d'instaurer une trêve et de faciliter l'accès à l'aide humanitaire vitale.

L'acheminement principal de l'aide humanitaire depuis l'Égypte via Rafah souligne l'importance de la coopération régionale pour répondre aux besoins humanitaires des habitants de Gaza. Les médiateurs internationaux, tels que les États-Unis, le Qatar et l'Égypte, doivent redoubler d'efforts pour parvenir à un accord de cessez-le-feu et garantir un accès sécurisé et

efficace à l'aide humanitaire.

Les appels à l'action lancés par le président américain Joe Biden, le roi Salman d'Arabie saoudite et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, soulignent l'importance de la solidarité internationale et de la protection des civils touchés par le conflit. Il est essentiel que la communauté internationale assume ses responsabilités pour mettre fin aux souffrances des habitants de Gaza et garantir un accès sécurisé aux secours humanitaires.

En cette période de Ramadan, il est d'autant plus urgent de trouver des solutions pour assurer la sécurité et le bien-être des populations affectées par le conflit en cours. L'humanité commune et la solidarité internationale doivent guider les actions entreprises pour répondre aux besoins humanitaires pressants à Gaza.

Arouna Sidibé



Nigeria :

Tinubu confronté à la dure réalité du terrorisme

La récente vague d'enlèvements de masse au Nigeria soulève de sérieuses questions sur la capacité des autorités à contrer la menace persistante du terrorisme dans le pays. Avec deux incidents majeurs survenus en moins d'une semaine, la pression s'accroît sur le président Bola Tinubu, récemment élu, et le nouveau gouverneur de l'état de Kaduna, Uba Sani, pour qu'ils trouvent des solutions efficaces et immédiates.



L'ampleur sans précédent de ces kidnappings, notamment celui des 280 écoliers, met en évidence la complexité et l'urgence de la situation sécuritaire. Face à ce défi, le président Tinubu a ordonné le déploiement de renforts militaires pour secourir les victimes, tandis que le gouverneur Sani semble privilégier la voie des négociations, faisant appel à un négociateur réputé pour son expérience avec les groupes armés locaux.

Cette approche plus mesurée du gouverneur de Kaduna contraste avec la stratégie plus agressive de son prédécesseur, qui avait opté pour des bombardements aériens, malgré les risques élevés pour la vie des otages. Cette divergence

de méthodes soulève des interrogations sur la meilleure façon de gérer la crise sécuritaire qui frappe le Nigeria depuis plusieurs années.

En effet, malgré les différentes stratégies déployées par les autorités nigérianes depuis 2020, aucune n'a réussi à éradiquer la menace des enlèvements de masse, perpétrés par des bandits de plus en plus audacieux. Cette incapacité à sécuriser la région pourrait indiquer une aggravation de la situation sécuritaire, exacerbée par le trafic d'armes transfrontalier, notamment avec le Niger.

L'État de Kaduna, en particulier, se trouve au cœur de cette tourmente, avec une série d'enlève-

ments qui défient les efforts des autorités pour stabiliser la région. Les tactiques variées, allant de la négociation aux opérations militaires, semblent jusqu'à présent insuffisantes pour endiguer cette vague de criminalité.

La situation au Nigeria représente un défi majeur pour le président Tinubu et son administration. La nécessité de trouver une réponse cohérente et efficace à la menace terroriste est plus pressante que jamais, dans un contexte où chaque échec alimente la spirale de la violence et met en péril la sécurité et la stabilité du pays.

LA NOUVELLE TRIBUNE

Lois du jeu : D'énormes modifications introduites

A l'occasion de sa 138^e assemblée générale annuelle, organisée par la Fédération écossaise de football à Loch Lomond, l'Ifab a approuvé une série de modifications et de clarifications à apporter aux lois du jeu. Ces amendements portent sur les remplacements permanents pour commotion cérébrale, les fautes et les incorrections, les pénalités, ainsi que l'équipement des joueurs. A titre de rappel, l'International Football Association Board est l'instance qui détermine et fait évoluer les règles du jeu du football.



Tests confirmés

L'Ifab a approuvé les protocoles détaillés de trois tests qui seront mis en place dans certaines compétitions nationales – hors haut niveau et à partir de la troisième division – en vue d'améliorer le comportement des participants :

La création (dans certaines situations) d'un périmètre réservé au capitaine autour de l'arbitre.

L'introduction de pauses d'apaisement qui permettent à l'arbitre d'envoyer les équipes dans leur surface de réparation.

La possibilité pour les gardiens de

but de conserver le ballon à la main pendant huit secondes, la possession revenant à l'adversaire en cas d'infraction.

Les directives en vigueur portant sur les exclusions temporaires dans les catégories de jeunes et dans le football de base ont été améliorées. La décision d'étendre ces changements à d'autres compétitions ne sera envisagée qu'après analyse de leur impact.

L'IFAB a par ailleurs décidé d'étendre à d'autres compétitions le test de la Fifa concernant l'annonce publique par l'arbitre de sa décision finale

consécutive à une analyse vidéo ou une longue vérification impliquant l'assistance vidéo à l'arbitrage. Pour ce faire, les compétitions doivent obtenir l'autorisation de l'Ifab et s'engager à respecter les directives technologiques et d'arbitrage produites par la Fifa.

Modifications et clarifications pour les lois du jeu 2024-25

Les modifications et clarifications suivantes ont été apportées à la prochaine édition des Lois du Jeu, qui entrera en vigueur au 1er juillet 2024 :

Loi 3 (joueurs) : Les remplacements permanents supplémentaires pour com

motion cérébrale sont autorisés pour toutes les compétitions intéressées, sous réserve du respect du protocole y afférent.

Loi 3 (joueurs) et Loi 4 (équipement des joueurs) : Le capitaine de chaque équipe doit porter un brassard permettant de l'identifier.

Loi 4 (équipement des joueurs) : Il incombe aux joueurs de porter des protège-tibias adéquats et d'une taille appropriée, qui demeurent un élément obligatoire de l'équipement des joueurs.

Loi 12 (fautes et incorrections) : Les mains non délibérées donnant lieu à un penalty doivent être sanctionnées au même titre que les autres fautes.

Loi 14 (penalty) : Une partie du ballon doit être en contact avec le centre du point de penalty ou à l'aplomb de celui-ci, et les empiètements des joueurs de champ seront pénalisés

uniquement s'ils ont une incidence sur l'issue du penalty.

Ces modifications entreront en vigueur au 1er juillet 2024, mais les compétitions débutant avant cette date peuvent les adopter de manière anticipée ou reporter la mise en application au plus tard jusqu'au début de l'édition suivante de la compétition en question.

Autres sujets

La Fifa a confirmé l'organisation d'une campagne mondiale destinée à faciliter l'identification des symptômes de commotion cérébrale et à mieux connaître les mesures à prendre lorsque ces symptômes apparaissent. De son côté, l'Ifab a demandé que des analyses de données médicales pertinentes soient fournies à l'assemblée générale annuelle suivante, conformément à l'amendement de la Loi 3 concernant ce sujet.

De plus, les membres ont reçu des informations sur les tests mis en place par la Fédération anglaise de football relatifs au port de caméras par les arbitres dans le football de base et à l'interdiction des têtes intentionnelles pour les joueurs des catégories U-12 et inférieures. L'Ifab a également reçu des informations sur le test relatif aux situations de hors-jeu conduit dans la catégorie U-18 en Italie, et a approuvé la mise en place de tests supplémentaires.

Présidée et organisée par la Fédération Écossaise de Football, l'assemblée générale annuelle de l'IFAB comptait également des représentants de l'administration de l'Ifab, de la Fifa et des fédérations anglaise, nord-irlandaise et galloise de football. Lors de cette réunion, Mattias Grafström, secrétaire général de la Fifa par intérim, a été confirmé au poste de président du conseil d'administration de l'IFAB.

Alassane, avec Fifa.com

MALI TRIBUNE





Bélier (21 mars - 19 avril)

Certaines propositions et certains partenariats professionnels qui se profilent peuvent être fructueux, mais veillez à ce qu'ils soient équilibrés. Choisissez des collaborations qui nourrissent votre croissance personnelle et professionnelle sans compromettre votre stabilité émotionnelle. Un partenariat bien équilibré offre des perspectives mutuelles, favorise la créativité et crée un environnement propice à la réussite commune.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, vous serez peut-être amené à remettre en question votre carrière et l'organisation de votre vie professionnelle. Cela peut entraîner des frustrations et perturber votre équilibre entre travail et vie personnelle, ainsi que la manière dont votre travail est structuré. Profitez de cette période d'introspection pour réévaluer vos objectifs et rechercher des moyens d'améliorer votre situation.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes impatient, et vous voulez tout, tout de suite. Sachez que les meilleures choses tardent toujours à venir. Une promotion, une augmentation, de nouveaux projets intéressants, et même la reconnaissance de sa hiérarchie. Alors, armez-vous de patience, et pendant ce temps, profitez-en pour apprendre de nouvelles choses et pour vous former, ce qui ne passerait certainement pas inaperçu aux yeux de vos supérieurs..



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Il y a de grands changements en perspective dans votre travail. Vous allez devoir sortir de votre zone de confort et entamer une nouvelle étape, différente et peut-être plus exigeante. Vous allez devoir travailler plus dur, mais ce changement vous apportera beaucoup de plaisir. Vous devrez mettre à l'épreuve votre capacité d'adaptation et vos aptitudes d'apprentissage. Ce ne sera que du positif, croyez en vous.



Lion (22 juillet - 23 août)

La réflexion est au rendez-vous. Vous vous plaisez dans votre travail, cela ne fait aucun doute, mais vous ressentez une certaine lassitude. Le moment est peut-être venu de faire le point et, qui sait, de changer d'orientation, d'aller vers de nouveaux horizons. Nouveaux challenges, nouveau cadre, nouveaux collègues, qu'avez-vous à perdre après tout ? Si vous en avez la force, et surtout l'envie, n'attendez pas plus longtemps et foncez !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez de belles qualités dont un esprit éveillé et cette capacité à vous adapter à tout ce qui vous permet de gérer les tâches professionnelles avec quelques facilités. Vos collègues en seraient presque jaloux. Vous êtes excellent sur la partie communication pour remonter l'information, ce qui vous permet de créer des relations conviviales avec vos collègues. Restez ouvert aux opportunités qui se présentent.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous retrouvez face à un problème inattendu, mais grâce à votre persévérance et aux conseils avisés que vous saurez solliciter, vous allez rapidement vous sortir de ce mauvais pas. Tirez-en des conclusions qui vous aideront à l'avenir. Vous perfectionnerez ainsi vos méthodes et deviendrez plus efficace au quotidien. En fin de journée, des collègues solliciteront votre aide, ne leur tournez pas le dos.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre présence magnétique au travail attire naturellement l'attention. Cette période vous encourage aussi à découvrir vos talents cachés. Découvrez des domaines créatifs et/ou artistiques qui complètent votre profil professionnel. Votre passion pour l'expression personnelle ajoutera une nouvelle dimension à votre carrière. Osez vous aventurer dans des projets originaux qui permettront à votre nature spontanée de s'épanouir.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Aujourd'hui, les astres vous incitent au partage de compétences et aux interactions. La collaboration avec vos collègues peut conduire à des projets réussis dans une atmosphère de travail positive. Soyez ouvert à travailler en équipe et à partager des idées. La communication jouera un rôle capital pour éviter les problèmes et atteindre vos objectifs. Vous vous rendrez compte plus que jamais qu'on est plus efficaces et plus créatifs à plusieurs.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous croulez sous le travail, et vous ne savez pas sur quel pied danser. Vous avez trop de choses à faire en ce moment, et vous stressez à l'idée de ne pas pouvoir tout finaliser dans les temps. Inspirez profondément et apprenez à prioriser vos tâches, de la plus urgente à la moins impérative. Vous serez vite soulagé. Si nécessaire et de manière occasionnelle, effectuez une partie de votre travail à la maison.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au travail, votre sens de la diplomatie sera mis à rude épreuve. Nul problème à l'horizon avec votre direction, mais certains de vos collègues seront à prendre avec des pincettes. Apprenez à faire des concessions, à être patient et surtout à prendre sur vous pour ne froisser personne ; la bonne entente au sein de votre équipe dépend en partie de vous. Rassurez-vous en vous disant que la situation n'est que temporaire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Au bureau, vous œuvrez sans stress et ne terminez pas vos journées sur les rotules. Mettre un peu d'ordre dans vos dossiers, mais aussi dans vos tiroirs, est loin d'être une mauvaise idée si vous désirez être mieux organisé. Profitez-en également pour faire un petit bilan et voir ce que vous pourriez améliorer dans votre travail au quotidien. Votre zénitude aura de belles répercussions dans la sphère privée.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 **Malikilé**

Kamena lève le voile!

1274 **Malikilé**

Les enfants de Badalabougou servis

1275 **Malikilé**

Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

1276 **Malikilé**

La grosse arnaque!

1277 **Malikilé**

242 filles et femmes installées

1278 **Malikilé**

De quoi ont peur les pays de la zone franc?

1279 **Malikilé**

Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM

1280 **Malikilé**

Les travaux débute aujourd'hui!

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23